RCS : NIMES
Code greffe : 3003

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NIMES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 D 80121
Numéro SIREN : 498 204 999
Nom ou dénomination : ABBE

Ce dépôt a été enregistré le 08/11/2023 sous le numéro de dépôt A2023/011677

ABBE
Société civile immobilière
au capital de 2.000,00 euros
Siège social : Le Château
30530 LA VERNAREDE
498 204 999 R.C.S NÎMES

PROCES-VERBAL

DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

DU 13 OCTOBRE 2023

L'an deux mille vingt-trois,
Le treize octobre à quatorze heures,
Au siège social,

Madame Marie-Pierre VILLEGAS, épouse survivante de Monsieur Stéphane ABBE, détentrice de la pleine propriété de cinquante (50) parts sociales, numérotées de 51 à 100, compte tenu du décès de Monsieur Stéphane ABBE, Gérant associé, et de l'acte de notoriété établi par Maître Benjamin BERARDI, Notaire à Saint-Christol-les-Alès (30) le 27 septembre 2023, a convoqué par lettre recommandée en date du 28 septembre 2023, Monsieur Jérémy ABBE et Monsieur Mickaël ABBE, les héritiers de Monsieur Stéphane ABBE.

L'assemblée est présidée par Madame Marie-Pierre VILLEGAS, associée et également héritière de Monsieur Stéphane ABBE.

Le Président de Séance constate que l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Le Président de Séance dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- La copie des lettres de convocation ;
- Un exemplaire des statuts de la Société ;
- Un exemplaire de l'acte de notoriété établi par Maître Benjamin BERARDI ;
- Le texte du projet de résolutions.

Le Président de Séance déclare que tous les documents prescrits par les statuts et par la loi ont été adressés à l'associée survivante ainsi qu'aux ayants-droits de Monsieur Stéphane ABBE en même temps que la convocation et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'assemblée.

L'assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Puis le Président de Séance rappelle que l'assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Agrément de Monsieur Jérémy ABBE et de Monsieur Mickaël ABBE en qualité de nouveaux associés ;
- Constatation de la nouvelle répartition du capital social à la suite du décès de Monsieur Stéphane ABBE et modification corrélative des statuts ;
- Nomination d'un nouveau Gérant, en remplacement de Monsieur Stéphane ABBE, gérant décédé ;

JA MA
MPA

- Rectification d'une erreur matérielle au sein de l'article 6 des statuts ;
- Transfert du siège social et modification corrélative des statuts,
- Pouvoir en vue des formalités.

Puis le Président de Séance rappelle :

- Que Monsieur Stéphane ABBE, détenteur de la pleine propriété de cinquante (50) parts sociales, numérotées 1 à 50, et gérant (nommé aux termes d'une décision collective des associés fondateurs en date du 2 mai 2007) est décédé le 11 août 2023 ;
- Qu'aux termes d'un acte de notoriété établi en date du 27 septembre 2023 par Maître Benjamin BERARDI, Madame Marie-Pierre VILLEGAS, son épouse survivante, a opté, en vertu des dispositions de l'article 757 du Code civil, pour l'usufruit de la totalité des biens existants ;
- Que, par conséquent, Monsieur Jérémy ABBE et Monsieur Mickaël ABBE, leurs fils étant tous deux issus des deux époux, se partageront de manière égalitaire la nue-propriété des biens dépendants de la succession ;
- Qu'aux termes de l'article 13 des Statuts : « *En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers, légataires ou conjoint de l'associé décédé à condition que ceux-ci soient agréés* ».

Le Président de Séance ouvre ensuite la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président de Séance met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

PREMIÈRE RESOLUTION – AGREMENT DE DEUX NOUVEAUX ASSOCIES

Compte tenu des dispositions de l'article 13 des statuts, intitulé « Transmission par décès des parts sociales » et de l'acte de notoriété établi par Maître Benjamin BERARDI, Notaire à Saint-Christol-les-Alès (30) le 27 septembre 2023, Madame Marie-Pierre VILLEGAS, associée fondatrice et épouse survivante de Monsieur Stéphane ABBE, décide d'agréer en qualité de nouveaux associés :

Monsieur Jérémy, Prosper, François ABBE
Né le 9 juin 1987 à Montpellier (34)
Demeurant 644 chemin du Pont, 30560 Saint-Hilaire-de-Brethmas
De nationalité française,
Epoux de Madame Delphine Sophie CRABOLEDDA sous le régime de la séparation de biens, aux termes d'un contrat de mariage reçu par Maître Christian SORIANO, Notaire à Alès (30), le 20 juin 2012.

Et

Monsieur Mickaël, Stéphane, Yannick ABBE
Né le 15 juin 1992 à Montpellier (34)
Demeurant 317 route du Château d'eau, 30340 Servas
De nationalité française
Célibataire.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

JA MK
MPA

DEUXIÈRE RESOLUTION – CONSTATATION DE LA NOUVELLE REPARITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE

En conséquence de la résolution qui précède, l'Assemblée Générale prend acte de la nouvelle répartition du capital social par suite de l'attribution successorale intervenue par voie notariée des cinquante (50) parts sociales détenues en pleine propriété par Monsieur Stéphane ABBE.

En application de l'acte de notoriété établi par Maître Benjamin BERARDI le 27 septembre 2023, le capital et les droits de vote de la Société sont désormais répartis comme suit :

- Les parts sociales, numérotées de 1 à 50, dépendent de l'indivision post-communautaire ouverte par suite du décès de Monsieur Stéphane ABBE, associé fondateur, survenu en date du 11 août 2023. Les droits dans l'indivision sont les suivants :
    - Pour Monsieur Jérémy ABBE et Monsieur Mickaël ABBE : la moitié en nue-propriété, sous l'usufruit viager de Madame Marie-Pierre VILLEGAS ;
    - Pour Madame Marie-Pierre VILLEGAS : la moitié en pleine propriété ;

- Les parts sociales, numérotées de 51 à 100, sont détenues en pleine propriété par Madame Marie-Pierre VILLEGAS.

Par conséquence, l'article 7 des statuts, intitulé « Capital social », est désormais rédigé comme suit :

« ***ARTICLE 7 – Capital social***

Le capital social est fixé à la somme de deux mille euros (2.000,00 €). Il est divisé en cent (100) parts sociales de vingt euros (20 €), entièrement libérées, numérotées de 1 à 100, attribuées aux associés comme suit :

- *Les parts sociales, numérotées de 1 à 50, dépendent de l'indivision post-communautaire ouverte par suite du décès de Monsieur Stéphane ABBE, survenu en date du 11 août 2023.*
  Aux termes de l'attestation dévolutive établie par Maître Benjamin BERARDI, Notaire à Saint-Christol-les-Alès (30), en date du 27 septembre 2023, les droits dans l'indivision sont les suivants :
    - *Pour Monsieur Jérémy ABBE et Monsieur Mickaël ABBE : la moitié en nue-propriété, sous l'usufruit viager de Madame Marie-Pierre VILLEGAS ;*
    - *Pour Madame Marie-Pierre VILLEGAS : la moitié en pleine propriété ;*

- *Les parts sociales, numérotées de 51 à 100, sont détenues en pleine propriété par Madame Marie-Pierre VILLEGAS.* »

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RESOLUTION – NOMINATION D'UN NOUVEAU GERANT

L'Assemblée Générale consent à nommer - en qualité de Gérante - Madame Marie-Pierre VILLEGAS, épouse survivante de Monsieur Stéphane ABBE, née le 23 janvier 1965 à Bastia (20), demeurant 317 route du Château d'eau, 30340 Servas, de nationalité française, à compter rétroactivement du 11 août 2023, en lieu et place de Monsieur Stéphane ABBE, et ce pour une durée indéterminée.

Madame Marie-Pierre VILLEGAS exercera ses fonctions dans le cadre des dispositions légales et statutaires.

Madame Marie-Pierre VILLEGAS fait savoir par avance qu'elle accepte ces fonctions et qu'elle n'est

JA MA MPA

frappée d'aucune mesure ou incapacité susceptible de lui en interdire l'exercice.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RESOLUTION – RECTIFICATION D'UNE ERREUR MATERIELLE AU SEIN DES STATUTS

L'Assemblée Générale, après avoir constaté une erreur matérielle au sein de l'article 6 des Statuts, décide qu'il y a lieu de modifier le montant des apports en numéraire de Madame Marie-Pierre VILLEGAS, tel qu'il est stipulé en lettre à l'article 6 des statuts, intitulé « Apports ».

Il y a lieu de lire « *Marie Pierre apporte à la Société la somme de mille euros, ci 1000,00 €* » en lieu et place de « *Marie Pierre apporte à la Société la somme de neuf mille euros, ci 1000,00 €* ».

En conséquence de ce qui précède l'article 6 des statuts a été modifié comme suit :

« ***ARTICLE 6 – Apports***

M. ABBE Stéphane apporte à la Société la somme de mille euros, ci 1000,00 €. Mme ABBE Marie Pierre apporte à la Société la somme de mille euros, ci 1000,00 €. Montant total des apports en numéraire : 2000,00 euros. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIÈME RESOLUTION – TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social, actuellement fixé sis Le Château, 30530 La Vernarède à l'adresse postale 317 route du Château d'eau, 30340 Servas, à compter de ce jour.

En conséquence de ce qui précède, l'article 5 des statuts a été modifié comme suit :

« ***ARTICLE 5 - Siège social***

Le siège social est fixé au 317 route du Château d'eau, 30340 Servas. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIÈME RESOLUTION - DELEGATION DE POUVOIR EN VUE D'ACCOMPLIR LES FORMALITES

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

JA MA

MPA

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à seize heures.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par Madame Marie-Pierre VILLEGAS, associée fondatrice, ainsi que par l'indivision post-communautaire *ouverte par suite du décès de Monsieur Stéphane ABBE*, elle-même représentée par Madame Marie-Pierre VILLEGAS, Monsieur Jérémy ABBE et Monsieur Mickaël ABBE.

Mme Marie-Pierre VILLEGAS



L'indivision post-communautaire ouverte par suite du décès de Monsieur Stéphane ABBE
Représentée par

Mme Marie-Pierre VILLEGAS



M. Jérémy ABBE



M. Mickaël ABBE



JA YA

MPA

ABBE
Société civile immobilière
au capital de 2.000,00 euros
Siège social : Le Château
30530 La Vernarède
498 204 999 R.C.S NÎMES

STATUTS MIS A JOUR LE 13 OCTOBRE 2023

Certifiés conformes

Les soussignés :

M. ABBE Stéphane
né le 16 juin 1965 à Saint Brieuc (22)
de nationalité française
demeurant Le Château – 30530 La Vernarède
Marié régime de la communauté aux acquêts

Mme ABBE Marie Pierre, née VILLEGAS
née le 23 janvier 1965 à Bastia (20)
de nationalité française
demeurant Le Château – 30530 La Vernarède
Marié régime de la communauté aux acquêts

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société civile devant exister entre les propriétaires des parts sociales créées lors de la constitution et en cours de vie sociale.

ARTICLE 1 - Forme
Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société civile régie par les articles 1832 à 1870-1 du Code civil et par les articles 1 à 59 du décret N° 78-704 du 3 juillet 1978, par toutes dispositions légales, ou réglementaires qui modifieraient ces textes et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - Objet
La Société a pour objet :

L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers.

Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

ARTICLE 3 - Dénomination sociale
La Société prend la dénomination de SCI ABBE Cette dénomination qui doit figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doit être précédée ou suivie des mots « Société civile immobilière» et de l'indication du capital social.

ARTICLE 4 - Durée
La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. Cette durée viendra donc à expiration en 2106, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

ARTICLE 5 - Siège social
Le siège social est fixé à :
Le Château – 30530 La Vernarède. Il peut être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance et en tout autre endroit ailleurs par décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 6 - Apports
M. ABBE Stéphane apporte à la Société la somme de mille euros, ci 1000,00 €. Mme ABBE Marie Pierre apporte à la Société la somme de mille euros, ci 1000,00 €. Montant total des apports en numéraire : 2000,00 euros. Cette somme de 2000,00 euros a été intégralement versée dès avant ce jour à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à la Banque Populaire du Midi, ainsi que l'atteste un certificat de ladite banque. Récapitulation des apports, Il a été effectué par les soussignés les apports suivants

:

SA
MPA

Apports en numéraire : 2000,00 euros Le total des apports consenti à la Société s'élève à la somme de 2000,00 euros.

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de deux mille euros (2.000,00 €). Ill est divisé en cent (100) parts sociales de vingt euros (20 €), entièrement libérées, numérotées de 1 à 100, attribuées aux associés comme suit :

- Les parts sociales, numérotées de 1 à 50, dépendent de l'indivision post-communautaire ouverte par suite du décès de Monsieur Stéphane ABBE, survenu en date du 11 août 2023.
Aux termes de l'attestation dévolutive établie par Maître Benjamin BERARDI, Notaire à Saint-Christol-les-Alès (30), en date du 27 septembre 2023, les droits dans l'indivision sont les suivants :

- **Pour Monsieur Jérémy ABBE et Monsieur Mickaël ABBE : la moitié en nue-propriété, sous l'usufruit viager de Madame Marie-Pierre VILLEGAS ;**

- **Pour Madame Marie-Pierre VILLEGAS : la moitié en pleine propriété ;**

- Les parts sociales, numérotées de 51 à 100, sont détenues en pleine propriété par Madame Marie-Pierre VILLEGAS.

ARTICLE 8 - Augmentation et réduction du capital

1 - Le capital social peut, sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, être augmenté par la création de parts sociales nouvelles ou par élévation du nominal des parts sociales anciennes, soit au moyen d'apports en numéraire ou en nature, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles des souscripteurs sur la Société, soit par incorporation de réserves ou de bénéfices.
Les attributaires de parts sociales, s'ils n'ont pas déjà la qualité d'associer, devront être agréés dans les conditions de l'article 12 des présents statuts.

2 - Le capital peut être réduit, sur décision de l'assemblée générale extraordinaire, au moyen du remboursement, du rachat ou de l'annulation des parts sociales existantes ou de leur échange contre de nouvelles parts sociales d'un montant identique ou inférieur, ayant ou non le même nominal.

ARTICLE 9 - Revendication par un conjoint commun en biens de la qualité d'associé

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil, le conjoint de tout associé qui revendique lui-même la qualité d'associé sera soumis à l'agrément des associés délibérant aux conditions prévues sous l'article 12 pour les cessions à des personnes étrangères à la Société, l'associé époux de ce conjoint étant exclu du vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

ARTICLE 10 - Avances d'associés

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt. Les conditions de remboursement de ces avances d'associés, la fixation des intérêts, etc. sont arrêtées, dans chaque cas, par accord entre la gérance et les intéressés.

ARTICLE 11 - Parts sociales

1 - Il ne sera créé aucun titre de parts sociales. Les droits de chaque associé résultent uniquement des présents statuts et des actes modifiant le capital social ou constatant des cessions de parts régulièrement consenties. Une copie ou un extrait desdits actes, certifié par la gérance, pourra être délivré à chacun des associés sur sa demande et à ses frais.
2 - Chaque part sociale donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices, à une fraction proportionnelle au nombre de parts sociales existantes.
3 - Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'une part sociale sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. Sauf convention contraire signifiée à la Société, l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire.
4 - Lorsque des parts sociales sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des bénéfices où il est exercé par l'usufruitier. Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire dispose du droit de participer aux décisions collectives.
5 - Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte, de plein droit, adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

ARTICLE 12 - Cession de parts sociales

1 - La cession des parts sociales est effectuée par acte authentique ou sous seing privé. Toute cession doit, conformément à l'article 1690 du Code civil, être signifiée à la Société ou acceptée par elle dans un acte authentique.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et dépôt au Registre du Commerce et des Sociétés de deux copies de l'acte authentique ou de deux originaux de l'acte sous seing privé de cession.
2 - Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit du conjoint, des ascendants ou descendants du cédant.
3 - Elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.
A l'effet d'obtenir cette autorisation, l'associé cédant en informe la Société et chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les prénoms, nom, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts sociales dont la cession est envisagée.
Dans les 30 jours de cette notification, la gérance doit réunir l'assemblée générale extraordinaire des associés, laquelle statuera, dans les conditions prévues à l'article 23 ci-après, sur l'acceptation ou le refus de la cession proposée. La décision prise n'a pas à être motivée et, en cas de refus, elle ne pourra jamais donner lieu à une réclamation quelconque contre les associés ou contre la Société.
La gérance notifie aussitôt le résultat de la consultation à l'associé vendeur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
Si la cession est agréée, elle est régularisée dans le mois de la notification de l'agrément ; à défaut de régularisation dans ce délai, le cessionnaire doit, à nouveau, être soumis à l'agrément des associés dans les conditions sus indiquées.
Si l'agrément est refusé, les associés disposent alors d'un délai de trois mois pour se porter acquéreurs desdites parts. En cas de demandes excédant le nombre de parts offertes, il est procédé par la gérance à une répartition des parts entre les demandeurs proportionnellement au nombre de parts détenues par ces derniers et dans la limite de leurs demandes. Si aucun associé ne se porte acquéreur dans le délai prévu, la Société peut faire acquérir les parts par un tiers désigné à l'unanimité des associés autres que le cédant ou procéder elle-même au rachat desdites parts en vue de leur annulation, la décision de rachat devant également être prise à l'unanimité des associés autres que le cédant. Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la Société, ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant par la gérance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts.
Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la notification à la Société du projet de cession, l'agrément est réputé acquis à moins que les associés autres que le cédant ne décident, dans le même délai, de prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Le cédant peut alors faire échec à la décision de dissolution anticipée de la Société en notifiant à cette dernière par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai d'un mois à compter de cette décision, qu'il renonce à la cession envisagée.
4 - Tout projet de nantissement de parts sociales est soumis à agrément dans les conditions édictées ci-dessus. Le consentement donné au projet de nantissement de parts emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales.

ARTICLE 13 - Transmission par décès des parts sociales

1 - En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers, légataires ou conjoint de l'associé décédé à condition que ceux-ci soient agréés dans les conditions ci-après :
2 - Les héritiers, légataires ou conjoint non agréés n'ont droit qu'à la valeur des parts sociales de leur auteur.
3 - Les héritiers, légataires ou conjoint de l'associé décédé doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire.
L'agrément auquel sont soumis les intéressés doit être donné dans le mois de cette production.
A cet effet dans les huit jours qui suivent cette dernière, la gérance doit adresser à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception leur faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers et légataires, l'agrément sollicité et rappelant le nombre de parts sociales dont le défunt était propriétaire.

SA
HPA

Chaque associé survivant doit, dans les quinze jours qui suivent l'envoi de cette lettre faire connaître par lettre recommandée avec avis de réception s'il rejette l'agrément sollicité et dans l'affirmative le nombre de parts sociales qu'il se propose de racheter.
La décision est prise à l'unanimité des associés survivants. Cette décision est notifiée dans le délai de six mois, à compter de la survenance du décès aux héritiers, légataires et conjoint. A défaut ceux-ci sont réputés agréés.
En cas de pluralité d'offres d'associés survivants, ceux-ci sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux au jour du décès et dans la limite de leur demande.
Si aucun associé ne se porte acquéreur comme dans les cas où les offres d'achat ne portent pas sur la totalité des parts sociales soumises à l'agrément ou si les candidats acquéreurs n'acceptent pas la valeur de rachat fixée pour les parts sociales de l'associé décédé la Société est tenue de racheter ces parts en vue de leur annulation.
4 - Le prix de rachat des parts sociales de l'associé décédé, par les associés survivants et/ou par la Société en vue d'annulation est égal à la valeur réelle des parts sociales au jour du décès, augmentée d'un intérêt calculé au taux de 3,00 % l'an depuis la date de l'ouverture de l'exercice en cours jusqu'au jour de la signature des actes constatant le rachat.
La valeur réelle des parts est, à défaut d'accord entre les parties déterminée par un expert désigné soit par les parties, soit par ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme du référé et sans recours possible.
Le prix est payable comptant lors de la réalisation des cessions ou de la décision de réduction du capital social, lesquelles doivent intervenir dans le mois de la détermination définitive du prix. Il est stipulé que le ou les acquéreurs auront seuls droit à la totalité des dividendes afférents à l'exercice en cours.
La réalisation des rachats après la détermination définitive du prix de rachat est constatée soit par un seul acte pour tous les associés, soit par autant d'actes qu'il existe d'acquéreurs.
5 - A défaut de réalisation du rachat ou de la réduction du capital social dans le délai d'un an à compter de la survenance du décès, les héritiers ou légataires ou le conjoint sont réputés agréés en tant qu'associés de la Société.

ARTICLE 14 - Responsabilité des associés

1 - Dans ses rapports avec ses coassociés, chacun des associés n'est tenu des dettes et engagements sociaux que dans la proportion du nombre de parts qu'il possède.
2 - Vis à vis des tiers, les associés sont tenus du passif social sur tous leurs biens à proportion de leurs droits sociaux.
Les créanciers de la Société ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après mise en demeure adressée à ladite société et restée infructueuse.

ARTICLE 15 - Décès Incapacité Retrait d'un associé

1 - La Société n'est pas dissoute par le décès d'un ou plusieurs des associés, Gérants ou non, et continue avec les survivants et les héritiers et les représentants de l'associé ou des associés décédés.
De même, l'absence, l'incapacité civile, la déconfiture, la liquidation ou le redressement judiciaire ou la faillite personnelle de l'un ou plusieurs de ses associés ne met pas fin à la Société et, à moins que l'assemblée générale n'en prononce la dissolution, celle-ci continue entre les autres associés, à charge par eux de rembourser à l'associé absent, frappé d'incapacité ou en état de liquidation ou de redressement judiciaire ou de faillite personnelle ou à son représentant légal ou judiciaire, soit par voie de réduction de capital, soit par voie de rachat, au choix des associés demeurés en Société, de la manière et dans les conditions et proportions entre eux qu'ils jugeront convenables, le montant des parts qu'il pourrait alors posséder d'après leur valeur au jour de l'ouverture du droit de rachat déterminée dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil.
Le montant du remboursement sera payable dans les trois mois du rapport de l'expert chargé de déterminer cette valeur et productif d'intérêts au taux légal à compter du jour de l'événement ayant donné lieu au droit de rachat.
Les héritiers ainsi que tous les autres représentants des associés absents, décédés ou frappés d'incapacité civile ne peuvent, soit en cours de la Société, soit au cours des opérations de liquidation, faire apposer les scellés sur les biens de la Société, en demander la licitation, ou le partage, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

SA
M.PA

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux comptes annuels et aux décisions de l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues ci-après à l'article 22.
La même interdiction s'applique aux créanciers personnels des associés.
2 - Le retrait total ou partiel d'un associé doit être autorisé à l'unanimité de ses coassociés ou par décision de justice pour justes motifs.
L'associé qui se retire n'a droit qu'au remboursement de la valeur de ses parts sociales déterminée, à défaut d'accord amiable, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 16 - Réunion de toutes les parts sociales en une seule main

1 - L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à une même personne est sans conséquence sur l'existence de la Société.
2 - La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution immédiate de la Société. Toutefois, à défaut de régularisation de la situation dans le délai d'un an, tout intéressé peut demander la dissolution judiciaire de la Société.
3 - La dissolution de la Société devenue unipersonnelle entraîne, si l'associé unique est une personne morale, dans les conditions prévues par la loi, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

ARTICLE 17 - Gérance

1 - La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants pris parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés par décision ordinaire des associés réunis en assemblée générale et statuant dans les conditions prévues ci-après à l'article 22.
2 - Le ou les premiers Gérants sont nommés par décision des associés aussitôt après la signature des statuts.
3 - La Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. En cas de pluralité de Gérants, ceux-ci exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.
Toutefois, à titre de règlement intérieur, la gérance ne pourra, sans l'autorisation préalable de l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues ci-après à l'article 23 et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers, effectuer l'une des opérations suivantes :
- acheter, vendre, échanger ou apporter tous immeubles, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers,
- acquérir et céder toute mitoyenneté, stipuler et accepter toutes servitudes,
- contracter tous emprunts pour le compte de la Société,
- consentir toutes hypothèques et autres garanties sur les actifs sociaux.

4 - Les fonctions de Gérant sont à durée indéterminée. Elles cessent par son décès, son incapacité civile, sa déconfiture, la liquidation ou son redressement judiciaire, sa faillite personnelle, sa révocation ou sa démission.
5 - La démission du Gérant n'a pas à être motivée mais il doit en informer les associés trois mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.
6 - Le Gérant est révocable par une décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.
Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts.
7 - En cas de vacance de la gérance, la nomination du ou des nouveaux Gérants est décidée par l'assemblée générale des associés convoquée par l'associé le plus diligent dans le mois de ladite vacance.

ARTICLE 18 - Décisions collectives des associés

Les décisions excédant les pouvoirs de la Gérance sont prises par les associés et résultent au choix de la gérance, soit d'une assemblée générale, soit d'une consultation écrite des associés.
En outre, les associés peuvent toujours d'un commun accord, prendre les décisions collectives à l'unanimité par acte sous seing privé ou notarié.

ARTICLE 19 - Droit d'information des associés

Les associés ont le droit d'obtenir, au moins une fois par an, communication des livres et des documents sociaux, et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il devra être répondu par écrit dans le délai d'un mois.
Préalablement à l'assemblée générale annuelle, la gérance doit adresser à chacun des associés quinze jours au moins avant la réunion :

SA
HPA

- un rapport sur l'activité de la société,
- le rapport du commissaire aux comptes, s'il y a lieu,
- les comptes annuels,
- le texte des projets de résolutions

Préalablement à toute autre assemblée, la gérance doit tenir à la disposition des associés, au siège social, le texte des résolutions proposées et tous documents nécessaires à l'information des associés. Toutefois, si les associés en font la demande, ces documents doivent leur être adressés soit par lettre simple, soit à leurs frais par lettre recommandée.

ARTICLE 20 - Assemblées générales

1 - L'assemblée générale représente l'universalité des associés, les décisions par elle prises obligent tous les associés, même les absents, incapables ou dissidents.

2 - Les assemblées générales sont convoquées par la gérance au lieu du siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Un ou plusieurs associés représentant au moins 50 % du capital social peuvent par lettre recommandée demander à la gérance la convocation d'une assemblée générale.

3 - Les convocations à l'assemblée générale sont effectuées par lettre recommandée adressée à chaque associé quinze jours au moins avant la réunion. La lettre de convocation indique l'ordre du jour, les modifications aux statuts, s'il en est proposé, devant être explicitement mentionnées. La convocation peut être verbale, et l'assemblée réunie sans délai si tous les associés sont présents ou représentés.

4 - Chaque associé a le droit d'assister à l'assemblée ou de se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé justifiant de son pouvoir.

5 - L'assemblée générale est présidée par le Gérant ou, s'il n'est pas associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales.

6 - Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux et signés par le Gérant et le cas échéant, par le Président de séance. S'il n'est pas établi de feuille de présence, les procès-verbaux sont en outre signés par tous les associés présents et par les mandataires.

ARTICLE 21 - Consultations par correspondance

Si elle le juge utile, la gérance peut consulter les associés par correspondance.

Dans ce cas, elle doit adresser à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées accompagné s'il y a lieu de tous renseignements et explications utiles.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception de cette lettre pour émettre leur vote par écrit. Cette réponse est adressée au siège social par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus fixé est considéré comme s'étant abstenu.

Le procès verbal de la consultation est établi par la gérance qui y annexe les votes des associés. Les décisions prises par consultation écrite doivent pour être valables réunir les conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales.

ARTICLE 22 - Assemblée générale ordinaire

1 - L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois par an à l'effet de prendre connaissance du compte rendu de gestion de la gérance et du rapport écrit sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé. Elle statue sur cette reddition de compte, approuve ou redresse les comptes et décide l'affectation et la répartition des bénéfices.

2 - Elle nomme et remplace les Gérants ou renouvelle les mandats.

Elle délibère sur toutes questions inscrites à l'ordre du jour, qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.Les décisions de l'assemblée générale ordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital.

SA
HPA

ARTICLE 23 - Assemblée générale extraordinaire

1 - L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts toutes modifications qu'elle jugera utiles, sans exception ni réserve.

Elle est notamment compétente pour décider :

- l'augmentation ou la réduction du capital,

- la prorogation ou la dissolution anticipée de la Société,

- la transformation de la Société ou sa fusion avec d'autres Sociétés,
- la modification de la répartition des bénéfices.

2 - Les délibérations de l'assemblée générale extraordinaire doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant les deux tiers au moins du capital social. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente de parts, tant en son nom personnel que comme mandataire, sans limitation.

ARTICLE 24 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.
Par exception, le premier exercice comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société jusqu'au 31 décembre 2007.

ARTICLE 25 - Comptes sociaux

1 - Il est tenu au siège social une comptabilité régulière.
2 - En outre, à la clôture de chaque exercice social, il est dressé par la gérance un inventaire de l'actif et du passif de la Société, un bilan, un compte de résultat et une annexe.
Ces documents accompagnés d'un rapport de la gérance sur l'activité de la Société doivent être soumis aux associés dans les six mois de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 26 - Commissaire aux comptes

La nomination d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.
En dehors des cas prévus par la loi, la nomination d'un Commissaire aux comptes peut être décidée par décision ordinaire des associés. Elle peut aussi être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.
Le Commissaire aux comptes exerce ses fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 27 - Conventions réglementées

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux comptes, doit présenter à l'assemblée générale annuelle un rapport sur les conventions passées directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants. Ce rapport doit également mentionner les conventions passées entre la Société et une autre Société dans laquelle la gérance est associée indéfiniment responsable, Gérant, administrateur, directeur général, directeur général délégué, membre du directoire ou du conseil de surveillance, ou actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %.
L'assemblée générale annuelle statue sur ce rapport dont le contenu doit être conforme aux dispositions de l'article 25-1 du décret du 1er mars 1985.
Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties.

ARTICLE 28 - Affectation et répartition des bénéfices

1 - Les produits nets de l'exercice, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques, constituent le bénéfice.
2 - Ce bénéfice est distribué entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux. Toutefois, l'assemblée générale ordinaire peut décider de le mettre en réserve ou de le reporter à nouveau, en tout ou partie.

SA
HPA

ARTICLE 29 - Liquidation de la Société

1 - A l'expiration ou en cas de dissolution anticipée de la Société, l'assemblée générale extraordinaire nomme un ou plusieurs Liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération.

2 - Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale régulièrement constituée se continuent pour tout ce qui concerne la liquidation ; l'assemblée générale a, notamment, le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus aux liquidateurs.

3 - Le produit de la réalisation de l'actif sera employé à l'extinction du passif de la Société envers les tiers. Les associés seront ensuite remboursés du montant de leurs apports respectifs. Le solde sera réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

ARTICLE 30 - Contestations

Toutes contestations qui pourront s'élever entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales, pendant le cours de la Société et de sa liquidation, seront soumises à la juridiction compétente suivant les règles du droit commun.

ARTICLE 31 - Jouissance de la personnalité morale

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 32 - Engagements pour le compte de la société en formation

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé aux présents statuts. Cet état a été présenté aux associés avant la signature des statuts.

ARTICLE 33 - Publicité Pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance à l'effet d'accomplir toutes les formalités de publicité prévues par la loi.

Fait à La Vernarède,
l'an deux mille sept, le dix avril

En QUATRE exemplaires, savoir :UN pour l'enregistrement,
DEUX pour le dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce d'ALÈS,
et UN pour la Société.

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES D'ALES
Le 04/05/2007 Bordereau n°2007/481 Case n°2 Ext 1391
Enregistrement : Exonéré Pénalités :
Total liquidé : zéro euro
Montant reçu : zéro euro
Le Contrôleur principal

M. ASTRUC

SA
FIPA